



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Hauts-de-France**

Unité Départementale de l'Artois

Béthune, le **26 MAI 2023**

Centre Jean Monnet I

Entrée Asturies - Bâtiment A

12 Avenue de Paris

62400 BETHUNE

Tél. : 03 21 63 69 00

ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

Visite d'Inspection du 11 mai 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FEUTRIE SA

2173 Rue de la Lys

BP 1

62840 SAILLY SUR LA LYS

Références : VT/MM EQUIPE 4-177-2023

Code AIOT : 0007000475

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'Inspection réalisée le 11 mai 2023 dans l'établissement FEUTRIE SA implanté 2173 Rue de la Lys BP1 62840 SAILLY SUR LA LYS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 11 mai 2023 fait suite à la visite du 23 mai 2022. En effet, lors de cette visite sur le thème des rejets acqueux, plusieurs observations avaient été relevées.

La visite du 11 mai 2023 reprend les observations issus de cette première visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FEUTRIE SA
- 2173 Rue de la Lys BP1 62840 SAILLY SUR LA LYS
- Code AIOT : 0007000475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Depuis 1922, l'entreprise d'ennoblissement textile FEUTRIE est spécialisée dans la teinture et l'apprêt des tissus de cotons, polyester, lin et leurs mélanges, destinés à la fabrication de linge de maison et de tissus d'ameublement.

Le site est autorisé notamment par :

- l'Arrêté Préfectoral du 09 novembre 1990 relatif aux prescriptions générales ;
- l'Arrêté Préfectoral du 25 mars 2008 autorisant une extension pour stocker principalement de l'ammoniac ;
- l'Arrêté Préfectoral du 08 janvier 2010, mettant à jour la liste des substances et activités présentes sur l'établissement, et fixant de nouvelles dispositions relatives aux rejets aqueux ;
- l'Arrêté Préfectoral du 11 octobre 2016 imposant une surveillance pérenne pour les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;
- l'Arrêté Préfectoral du 26 août 2020 mettant à jour la liste des rubriques de l'établissement.

L'établissement est soumis à Autorisation pour les rubriques suivantes :

- 2330-1 : Teintures, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles. Le site a une capacité de traitement du site à 30 t/j (pour un seuil d'Autorisation à 1 t/jour) ;
- 2915-1-a : Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, la température d'utilisation étant supérieure au point éclair des fluides. Le volume de fluide utilisé sur site est de 3 500 litres (pour un seuil d'Autorisation à 1 000 litres).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : /

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des Installations Classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'Inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Observation n°2	AP Complémentaire du 08 janvier 2010 Article 3.1	/	Sans objet
2	Observation n°4	Arrêté Ministériel du 02 février 1998 Article 4	/	Sans objet
3	Observation n°5	Arrêté Ministériel du 02 février 1998 Article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu aux observations de la visite du 23 mai 2022.

Les essais débutés en 2021 pour améliorer la qualité des eaux rejetées se poursuivent en 2023. Il n'a été relevé aucune plainte sur le site depuis la plainte odeurs en 2016 qui n'avait amené à aucune suite administrative puisque traitée en direct par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08 janvier 2010 Article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les données concernant le suivi des facteurs d'émission fixés à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 janvier 2010 devront être transmises à l'Inspection des Installations Classées. Si les limites fixées ne sont pas respectées, l'exploitant précisera les actions mises en place pour y remédier. Si l'exploitant souhaite faire évoluer la prescription sur le sujet, il devra en faire la demande dûment argumentée auprès de Monsieur le Préfet (concernant par exemple les facteurs d'émissions en moyenne journalière).</p>
<p>Constats : Un nouveau retour a été fait en juillet 2022.</p> <p>Il contient les valeurs mensuelles depuis l'année 2009 avec les mêmes types de dépassements mensuels et annuels notamment sur le paramètre DCO.</p> <p>L'exploitant explique ces dépassement par trois facteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la baisse des volumes depuis 2010, qui contribue à l'augmentation du ratio volume en litres/kg tissu traité ; - l'augmentation de l'utilisation des produits des tissus pour EPI résultant d'une diversification nécessaire suite à la perte de marchés historiques sur les draps de lit. Ces tissus génèrent une DCO plus importante a cause de la mise en œuvre de la mercerisation qui se fait avec de la soude à 26° et génère une forte charge polluante. Cette soude doit ensuite être éliminée d'où également une augmentation des volumes d'eau ; - la baisse des volumes du secteur événementiel, le type de teinture réservée à ce type d'article (teinture direct peu solide au lavage) nécessite un besoin d'eau plus faible, ces marchés ont été délocalisés vers le sud de l'Europe depuis 2015. <p>L'exploitant propose de faire évoluer les facteurs d'émission, pour qu'ils soient adaptés à la réalité d'exploitation du site. Ces propositions seront étudiées lors du prochain arrêté complémentaire qui est prévu pour mettre à jour les activités du site.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a mis en place un traitement chimique de finition en amont du clarificateur de la STEP, basé sur l'utilisation d'un réactif coagulant minéral, qui devait permettre de diminuer de manière conjointe les teneurs résiduelles en DCO, MES et surtout en phosphore total. Menés par la société Analysys, deux séries d'essais avaient été réalisés en octobre 2021 avec des résultats concluants. Les tests à l'échelle industrielle (dans le process) ont été menés sur le 4ème trimestre 2022. Les résultats n'ont pas été significatifs (gain de 5 à 10 mg/l en phosphore) et ont donc été stoppés en décembre 2022. De nouveaux tests sont prévus avec injection du réactif coagulant en deux points distincts au lieu d'un seul pour améliorer les performances d'insolubilisation. Des tests sont en cours.</p> <p>En parallèle, l'exploitant cherche d'autres solutions et a envoyé, début 2023, 20 litres d'effluents à une autre société afin de trouver une autre réactif potentiellement plus adéquat.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Observation n°4

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02 février 1998 Article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant transmettra un programme de vérification de l'état des canalisations de rejet afin de s'assurer de façon périodique de leur bon état.
Constats : L'exploitant a fait procéder au curage de ses canalisations de rejets ainsi qu'à leur inspection télévisée en août 2022 par la société FLAMME. Pas de remarques spécifiques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Observation n°5

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02 février 1998 Article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan des réseaux de l'établissement à jour sera transmis dans le délai d'un mois à l'Inspection des Installations Classées.
Constats : L'exploitant a complété le plan de l'établissement avec les éléments demandés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet